



N°1239
12 mai
au 1^{er} juin 2023



Focus

Qualité de l'air extérieur et urbanisme : les clefs des collectivités pour améliorer la santé [Bibliographie] / Réseau des Documentalistes

CNFPT, 01/06/2023

<https://padlet.com/berangereguillet/clonage-de-qualit-de-l-air-ext-rieur-et-urbanisme>

Padlet de ressources documentaires réalisé à l'occasion du webinaire "Qualité de l'air extérieur et urbanisme : les clefs des collectivités pour améliorer la santé ", organisé le 1er juin par le service de spécialités Santé publique de l'INSET d'Angers.

Managers : comment prendre soin de vous, et de votre équipe ? Replay / Courriercadres.com, 27/04/2023, 54 mm

<https://www.youtube.com/watch?v=UQOcUjsH2mU>

To-do-list à rallonge, charge mentale trop importante, sollicitations multiples, surcharge de travail, fatigue chronique. . . En matière de risques psychosociaux, les managers font partie des populations les plus à risques. Comment se préserver, et favoriser également le bien-être de son équipe ?



Veille sectorielle

Action éducative/Sport - Action internationale/Europe

Aménagement et développement des territoires

Culture - Droit public/Citoyenneté/Institutions/Collectivités territoriales/Achats Publics

Economie - Emploi/Formation - Finances publiques/Gestion locale

Fonction publique/Statut - Information/Communication/TIC

Management/Ressources humaines

Outre-Mer - Sciences Humaines/Société - Sécurité civile et publique

Services techniques et transitions écologiques

Social/Santé



On vous signale une expérience

Action éducative/Restauration scolaire/Sport

Les adjoints territoriaux d'animation (10 questions) / SOYKURT Sophie

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 15/05/2023, n° 2665, p. 28-29

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40770804>

- Recrutement

Le recrutement au premier grade est direct, sans concours, mais pour le recrutement dans le deuxième grade, sur concours (externe, interne, troisième concours) ou avancement de grade.

- Missions

Ces agents interviennent notamment dans le secteur périscolaire et dans l'animation des quartiers, la médiation sociale, le développement rural et l'organisation d'activités de loisirs.

- Dispense de stage

Les agents déjà fonctionnaires avant leur nomination sont dispensés de stage s'ils ont accompli au moins deux ans de services publics effectifs dans un emploi de même nature.

Mixité sociale à l'école : la métropole nantaise à la recherche du « collège idéal »

Lemonde.fr, 11/05/2023

<https://www.lemonde.fr/societe/article/2023/05/11/mixite-sociale>

Le conseil départemental de Loire-Atlantique orchestre des fermetures et de nouvelles constructions d'établissements en vue de modifier la carte scolaire. Mais le projet inquiète parents et enseignants.

En Ille-et-Vilaine, la réussite scolaire compte / STROESSER Emmanuelle

Maires de France, 05/2023, n° 442, p. 28

La communauté de communes du pays de Dol et de la baie du Mont-Saint-Michel bénéficie du dispositif « territoire éducatif rural ».

École : la baisse des effectifs n'est pas une fatalité / STROESSER Emmanuelle

Maires de France, 05/2023, n° 442, p. 32-35

La contraction des effectifs scolaires ne doit pas inexorablement conduire à la fermeture de classes ; elle peut servir à conforter des projets pédagogiques, améliorer les conditions d'enseignement ou mutualiser la gestion des établissements, ce qui requiert néanmoins du temps et des moyens en provenance de l'État.

L'Union européenne finance aussi le sport / SMETS Isabelle

Maires de France, 05/2023, n° 442, p. 22-23

Les collectivités peuvent solliciter les fonds structurels et le programme ERASMUS+ pour financer notamment des équipements et des formations.

Les mises en santé des politiques sportives territoriales : orientation de sens et travail de composition / HONTA Marina

Pouvoirs locaux, 05/2023, n° 122, p. 17-23

<https://www.revuepouvoirslocaux.fr/fr/article/les-mises-en-sante-des-politiques-sportives-territoriales>

Si les finalités éducatives, sociales et identitaires ont traditionnellement été assignées aux politiques territoriales, la période récente les voit s'ouvrir aux enjeux de santé et de bien-être. Peinant parfois à borner leur engagement tant est flottante la catégorie "sport-santé-bien-être", les interventions des collectivités territoriales et de leurs groupements oscillent entre organisation d'un environnement favorable à la pratique d'activités physiques et inscription dans des formes, promues notamment par l'État, de gouvernement des corps appréhendés comme vulnérables et/ou déviants. Ces conceptions variables de mise en santé des politiques sportives territoriales interrogent, plus largement, les capacités des élus locaux et des agents publics chargés des affaires sportives à s'affranchir de routines administratives pour s'engager dans un travail d'interprétation, de mobilisation et de composition avec des acteurs jusque-là parfois peu connus.

[☞ Retour sommaire](#)

Pour une nouvelle politique sportive / BISSON Michel

Fondation Jean Jaurès, 13/04/2023, 11 p

<https://www.jean-jaures.org/publication/pour-une-nouvelle-politique-sportive>

A l'approche des Jeux olympiques à Paris en 2024, comment appréhender le sport en tant que politique publique ? Michel Bisson, président de l'agglomération Grand Paris Sud et maire de Lieusaint, propose de considérer le sport à travers quatre enjeux – la santé et le bien-être, les lieux de pratiques, l'offre des fédérations et son coût, ainsi que l'éducation. Ces enjeux doivent s'articuler autour des transitions numérique, écologique et démographique pour faire émerger une nouvelle politique sportive.

Aménagement et développement des territoires



Quand une interco remet un vignoble sur pied / CENTIS Elisa

Gazette des communes, des départements, des régions (Ia), 22/05/2023, n° 2666, p. 30

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40780975>

CC du Grand Figeac (Lot, Aveyron) 92 communes - 43700 hab.

L'interco a initié la création de la société coopérative qui a permis la renaissance d'un vignoble. Les bouteilles sont en vente depuis 2022.

Le permis de construire en ligne trace sa voie

Gazette des communes, des départements, des régions (Ia), 15/05/2023, n° 2665, p. 14

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40770743>

Des freins persistent, mais nombre de collectivités sont à jour dans leurs obligations de dématérialisation des autorisations d'urbanisme.

Quels futurs pour les stations de ski ? 03/05/2023

<https://dixit.net/newsletter131/>

Bienvenu à Métabief, station de ski de le Haut-Doubs, qui amorce une transition pleine de complexité. Métabief, c'est un territoire où les planètes se rencontrent. Alors que les données météorologiques annoncent une baisse d'enneigement drastique dans la région au cours des 10-20 prochaines années, la station de ski doit investir dans de nouveaux télésièges. Etant déjà largement endettée, c'est le moment de faire un temps d'arrêt et de mettre toutes les cartes sur la table.

Coopération en "gouvernance partagée" entre tiers lieux d'un territoire : Retour d'expérience en Béarn et Pays Basque / OSPITAL David, TEMPLIER Cendrine

Pouvoirs locaux, 05/2023, n° 122, p. 85-88

Notre recherche s'intéresse à un projet de coopération entre tiers-lieux. Ces organisations, conscientes des difficultés à s'engager sur ce chemin, décident de se lancer dans un projet pour simultanément : apprendre à coopérer en se formant à la "gouvernance partagée" et définir leurs axes de coopération.

Notre recherche se propose d'interroger en quoi la "gouvernance partagée" permet de soutenir une dynamique de coopération entre tiers lieux, afin de dynamiser les territoires. Cet outil qu'est la "gouvernance partagée" favorise-t-il un changement de culture collective qui permettrait d'amorcer ou d'accélérer la transition vers ce que d'aucuns ont appelé "le monde d'après" ?

Comment adapter les quartiers prioritaires au changement climatique ? [Dossier]

Intercommunalités, 05/2023, n° 282, p.8-18

<https://www.intercommunalites.fr/app/uploads/2023/05/INTERCO-Magazine282-Web.pdf>

Le changement climatique aggrave la vulnérabilité des populations les plus pauvres alors que leurs émissions de carbone sont 3 à 4 fois moins importante que la moyenne nationale. La politique de la ville peut être un atout pour agir contre ces inégalités en renforçant son approche transversale et partenariale, mais aussi expérimentale.

[↩ Retour sommaire](#)

Proximités et écosystème territorial, les fondements d'une dynamique d'acteurs / VAESKEN Philippe

Pouvoirs locaux, 05/2023, n° 122, p. 89-93

Le développement économique des collectivités territoriales a donné le jour à des structures d'accompagnement à la création et au développement d'entreprises (pépinières d'entreprises, incubateur ateliers relais) pouvant aller jusqu'à la mise en place de systèmes d'organisation du territoire (pôles de compétitivité). Ces dernières années, les tiers lieux se sont affichés comme de nouveaux acteurs de la dynamique territoriale. Si leur champ d'action est large, certains se sont positionnés comme outils d'animation du développement territorial, générant ainsi une forme de proximité dans le cadre d'un écosystème territorial. L'étude de cas d'un tiers lieu dans le nord de la France présente comment la prise en compte de deux approches de la proximité, géographique et organisée, a permis la création d'un écosystème permettant le développement d'une forme de proximité relationnelle ainsi qu'un apprentissage collectif par le biais d'un mode de gouvernance participative.



Un plan en bancs organisés / PAC Cyrille

Techni.cités, 05/2023, n° 363, p. 43

La ville de Nancy déploie un plan Bancs qui vise à installer au moins 500 assises dans l'espace public d'ici à 2026. Quand la voirie joue un rôle social. . .

Zéro artificialisation nette : les méthodes tout terrain [Dossier] / LUNEAU Sylvie, CHATEGNIER MIZZI Manon, BOCQUET Martin

Techni.cités, 05/2023, n° 363, p. 19-24

Le "zéro artificialisation nette", introduite par la loi climat et résilience, provoque de nombreux débats dans les territoires. Loin de constituer une rupture, cette loi vient en continuité d'une volonté politique forte de modifier notre mode d'aménagement encore trop dépendant du foncier en extension urbaine. Pour répondre à ces nouveaux objectifs et appréhender ces enjeux, les collectivités et leurs opérateurs publics peuvent s'appuyer sur des outils d'aide au diagnostic, pour définir une stratégie et agir sur le foncier. Elles doivent repenser en profondeur des pratiques d'urbanisme plus sobres et freiner durablement l'artificialisation des sols. Cet article fait le point sur les outils disponibles et les expériences mises en œuvre, en différenciant le diagnostic, la stratégie foncière et les outils opérationnels de requalification foncière.

Culture

Congrès de l'ABF : "Si le service au public est amélioré, c'est gagné" / GUYOMARD Fanny

Livres hebdo, 06/2023, n° 32, p. 53-56

Nouvelles pratiques liées au numérique ou au prêt d'objets, mutualisation, loi Robert. . . A l'occasion du 68e congrès de l'Association des bibliothécaires de France qui se tient du 8 au 10 juin à Dunkerque, trois bibliothécaires, en établissement municipal, départemental et universitaire, Louise Daguet, Jean-Rémi François et Nathalie Morice, font le point sur les grands défis du secteur.

Budgets culturels locaux : l'État impuissant face aux coupes drastiques / PERRIER Nathalie

Lagazettedescommunes.com, 22/05/2023

<https://www.lagazettedescommunes.com/868718>

L'État n'a pas pu contrecarrer la nouvelle vague de baisses de subventions culturelles décidée par la région Auvergne-Rhône-Alpes. Cependant, selon les secteurs et les cas de figure, des moyens de pression existent pour faire valoir la coconstruction entre l'État et les collectivités en matière de culture.

[Retour sommaire](#)

Culture et politique : divorce ou mariage ?

France culture, 21/05/2023, 59 mn

<https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/l-esprit-public/culture-et-politique>

Quelles politiques culturelles ? Qui doit gouverner ? Au profit de qui et de quels publics ?

Débat avec :

Vincent Martigny Maître de conférences en science politique à l'Ecole Polytechnique et chercheur associé au CEVIPOF, membre du comité de rédaction de la revue trimestrielle Zadig et du 1 hebdo.

Aurélie Filippetti Femme politique, romancière, ancienne ministre de la Culture dans les gouvernements Ayrault puis Valls

Brice Couturier Journaliste, producteur jusqu'en juin 2021 de la chronique "Le Tour du monde des idées" sur France Culture

Jérôme Clément ancien président de la Fondation Alliance française, fondateur et ancien président d'Arte

"Dans le domaine culturel, les textes communs sont légions, les artistes toujours prompts à pétitionner.

Mais cette tribune-là est inédite : « La Région Auvergne-Rhône-Alpes se déshonore », écrivaient il y a 2 semaines dans Le Monde, 200 personnalités du spectacle public et 8 anciens ministres de la Culture –vous en étiez Aurélie Filippetti, avec presque tous les autres, de Philippe Douste-Blazy à Roselyne Bachelot, qui ne sont pas forcément vos copains.

La raison de ce front commun : la suppression de la subvention régionale qui faisait vivre le Théâtre nouvelle génération, TNG, coupable des critiques de son directeur Joris Mathieu à l'égard de la politique culturelle d'Auvergne-Rhône-Alpes

...

Ailleurs pourtant –et dans d'autres sphères politiques- les choix des mairies écologistes interrogent : comme à Strasbourg, la décision très décriée de fermer les musées de la ville deux jours par semaine.

D'où mes premières questions : les subventions publiques aux événements ou aux lieux de culture sont-elles des vaches sacrées qu'on ne pourrait remettre en cause ?

Les élus locaux ne sont-ils pas légitimes à prendre le pouvoir sur les dossiers culturels de leurs territoires ?

Quelle articulation/complémentarité entre l'Etat et les collectivités ? Un guichet à subventions ?"

La protection et la sécurisation des œuvres d'art dans l'espace public / DEBRAY Aurélien

Lagazettedescommunes.com, 17/05/2023

<https://www.lagazettedescommunes.com/868108>

L'acquisition d'une œuvre d'art qui se trouve placée dans l'espace public induit de respecter les obligations et les droits inhérents à son auteur. Dans cette analyse, Aurélien Debray, avocat, fait le point sur la gestion et la protection que doivent mettre en place les personnes publiques.

Les sites emblématiques du Loto du patrimoine tirent le gros lot / LE RENARD Sophie

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 15/05/2023, n° 2665, p. 34-35

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40770816>

POURQUOI ?

Depuis 2018, la mission Patrimoine en péril désigne des sites dits « emblématiques » parmi ceux qui vont bénéficier du Loto du patrimoine.

POUR QUI ?

En 2022, parmi les dix-huit sites emblématiques, treize étaient situés en métropole et cinq outre-mer. Ils appartiennent en grande majorité à la commune d'implantation.

COMMENT ?

Les communes touchent un chèque conséquent, accélérateur de projets. Cela donne plus de visibilité à ce patrimoine et entraîne une adhésion accrue de la part des habitants.

[Retour sommaire](#)

Musées en mouvement

France culture, 05/2023

<https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/serie-musees-en-mouvement>

Une série audio en 12 épisodes de la Rédaction de France Culture sur les grandes évolutions des musées en France : de l'écoresponsabilité à des propositions innovantes dans l'accueil des publics, en passant par le boom de l'immersif ou la considération des handicaps.

Les musées retrouvent des visiteurs, trois ans après le début de la crise du Covid-19. Aucun n'a définitivement fermé. Ils reprennent des couleurs et se réinventent, plus que jamais. À travers douze grandes évolutions : la folie de l'immersif et les développements en ligne, mais aussi la conscience écologique, la meilleure prise en compte des personnes en situation de handicap, ou les interrogations sur la gratuité pour tous. Avec, à chaque fois, l'ambition d'atteindre de nouveaux publics. Des évolutions que nous avons observées pendant nos reportages.

Droit public/Citoyenneté/Institutions/Collectivités territoriales/Achats publics

Flou sur la signature numérique des marchés publics, entre dématérialisation des procédures et pragmatisme jurisprudentiel / VAYSSE Carine

Semaine juridique (Ia). Administration et Collectivités Territoriales, 30/05/2023, n° 21, p. 30-33

La dématérialisation des procédures applicables aux marchés publics s'étend jusqu'à la naissance de l'acte lui-même avec sa signature. Une signature électronique ne peut toutefois se réduire à une signature numérique. Elle doit présenter certaines qualités indispensables, que celles-ci soient prévues par le droit dit général ou, dans le cas de marchés publics, par le droit applicable à la commande publique. Malgré tout, force est de constater le développement de la signature scannée en lieu et place de la signature électronique. Si les textes et la doctrine semblent permettre de s'en accommoder plutôt peu que prou, il existe incontestablement une certaine tolérance à cet entre-deux. Pourtant, juridiquement, cette pratique n'est pas sans conséquences en ce qu'elle ne donne lieu qu'à des copies, la Cour de cassation estimant néanmoins que "l'apposition de la signature manuscrite numérisée [. . .] ne valait pas absence de signature".

Appliquer les pénalités contractuelles au titulaire d'un contrat public / BANEL Sophie, DELESALLE Camille

Gazette des communes, des départements, des régions (Ia), 22/05/2023, n° 2666, p. 46-47

<https://www.lagazettedescommunes.com/868106>

L'affaire « Vert Marine » a mis en lumière une problématique souvent délaissée, celle de l'exécution du contrat et par conséquent l'application des pénalités contractuelles au titulaire d'un contrat public en cas d'inexécution de ses obligations. Or celle-ci répond à des règles strictes, notamment en ce qui concerne le calcul du montant des pénalités. Décryptage.

Les achats comme levier de la transition écologique et sociale / SIGOT Françoise

Gazette des communes, des départements, des régions (Ia), 22/05/2023, n° 2666, p.31

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40780979>

Avec sa politique d'achats responsables, la collectivité veut amener les entreprises locales à se transformer.



Funéraire : La ville donne une seconde vie aux pierres tombales / BOUCAULT Sarah

Gazette des communes, des départements, des régions (Ia), 22/05/2023, n° 2666, p. 34

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40780988>

Quimper (Finistère) 63 500 hab.

La commune revend des monuments à des usagers modestes ou écolos. Cela lui permet en outre d'amortir le coût de reprise des concessions.

[↩ Retour sommaire](#)

Maîtrise d'ouvrage : qualification et organisation [Dossier]

Contrats publics : l'Actualité de la commande et des Contrats publics, 05/2023, n° 242, p. 11-74

<https://www.moniteurjuris.fr/inte/document/ACTUALITE/10866>

Au sommaire de ce dossier :

- Les personnes qualifiables de maître de l'ouvrage
- Maîtrise d'ouvrage publique – Maîtrise d'ouvrage privée : des différences importantes qui s'expliquent encore
- Le maître d'ouvrage public : responsabilités, risques et alternatives ?
- La méthode S-P-P-C
- Les différents types de missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage
- Les cinq étapes clés pour négocier un contrat d'AMO avec succès dans les marchés publics
- Bien rédiger le contrat d'AMO
- Rôle et missions de l'AMO BIM
- La conduite d'opération et ses relations avec la maîtrise d'ouvrage
- Le mandat de maîtrise d'ouvrage
- Convention de mandat de maîtrise d'ouvrage : conseils rédactionnels
- Mise en œuvre d'un transfert de maîtrise d'ouvrage publique : rien de nouveau sous le soleil ?
- Montages contractuels complexes et transfert de maîtrise d'ouvrage - Actualités

Sectorisation, différenciation, contractualisation / MANSON Corinne

Pouvoirs locaux, 05/2023, n° 122, p. 24-28

<https://www.revuepouvoirslocaux.fr/fr/article/sectorisation-differenciation-contractualisation-3955>

Les exigences de proximité et de transversalité, visant à rompre avec la logique traditionnelle de sectorisation, conduisent à repenser les modalités de l'action publique. La différenciation et la contractualisation, permettant la reconnaissance de particularités locales et le développement des coopérations contractualisées apparaissent comme les nouveaux vecteurs de l'action publique au service des alliances territoriales. Cependant, ces nouvelles normes « de bonne gouvernance » imposent d'interroger les rapports partenariaux entre acteurs publics et les conditions de la participation du public. La persistance d'une asymétrie des rapports contractuels et le faible rôle du public dans le cadre des contrats conclus entre personnes publiques rendent difficiles la construction d'un développement équilibré et durable des territoires sans une vision étatique globale qui pourraient en faire les vecteurs d'une réelle solidarité territoriale.

Les territoires, producteurs de concorde nationale [Dossier]

Pouvoirs locaux, 05/2023, n° 122, p. 29-78

Au sommaire :

- Les alliances territoriales, nouveau design de l'action publique
- Le gouvernance participative
- Proximité territoriale : ambivalence du concept et gouvernance
- La fusion des régions en question
- Les conférences territoriales de l'action publique, quelle pertinence pour l'interterritorialité ?
- Les pactes intercommunaux
- Réflexion dualiste sur le rôle du département
- Le pôle métropolitain, une expérience originale d'alliance territoriale
- L'action sanitaire et sociale, une alliance à construire
- Territoires numériques : comment favoriser la (co-)création de valeur publique ?

Décider ensemble quand on est petit : la démocratie participative à échelle réduite / CATTIAUX Séverine

Lettre du cadre territorial (la), 05/2023, n° 568, p. 50-51

<https://www.lettreducadre.fr/article/decider-ensemble-quand-on-est-petit-la-democratie-participative->

Les petites et moyennes villes n'ont pas de leçons de dynamisme et de renouveau de la participation citoyenne à recevoir. En témoignent les expériences revigorantes menées dans trois communes. Ou comment l'investissement se travaille.

[↩ Retour sommaire](#)

"L'inclusion démocratique doit être aussi importante que la bonne gestion d'une collectivité"

Lettre du cadre territorial (la), 05/2023, n° 568, p. 44-46

<https://www.lettreducadre.fr/article/christian-proust-pour-les-elus-l-inclusion-democratique->

Ancien DGA du département des Deux-Sèvres et auteur de deux ouvrages sur la question, Christian Proust prône l'inclusion démocratique. Un combat personnel pour inciter les citoyens à s'engager et les élus à les respecter.

Le bien-être, sentinelle de l'action publique / BOURDEAU LEPAGE Lise

Pouvoirs locaux, 05/2023, n° 122, p. 9-15

<https://www.revuepouvoirslocaux.fr/fr/article/le-bien-etre-sentinelle-de-l-action-publique-3953>

Lise Bourdeau-Lepage propose de porter un regard nouveau sur l'action publique en mobilisant une approche du bien-être qui place l'humain et ses aspirations au centre des décisions publiques. Après être revenue sur les différentes manières d'appréhender le bien-être, une définition opérationnelle du bien-être utilisé pour l'action publique territoriale. Lise Bourdeau-Lepage présente ensuite trois outils simples d'utilisation qui permettent aux acteurs territoriaux de placer le bien-être au cœur de leurs décisions : l'indice de bien-être OppChoVec, l'outil cartographique Escapat et le jeu de cartes Tell_Me. Enfin, sont présentés les avantages pour les acteurs territoriaux à prendre le bien-être comme sentinelle de leur action : nouvelle gouvernance territoriale et participation habitante, parole des discrets, élaboration de politiques publiques alternatives plaçant l'humain et son environnement au cœur du dispositif et conduisant potentiellement à un niveau de bien-être plus élevé des populations.

L'utilisation de la théorie du nudge dans la mise en œuvre des politiques publiques / BONNET

Julien

Revue du droit public et de la science politique en France et à l'étranger, 04/2023, n° 2, p. 333-349

L'utilisation du nudge - désignant un procédé d'"incitation douce" - par les pouvoirs publics constitue un cas original d'institutionnalisation d'une découverte scientifique qui produit un mode inédit et original d'action publique. La recherche des origines et des modalités de mise en œuvre des nudges publics impose également un questionnement sur la légitimité du procédé ainsi que sur son rapport complexe, et même parfois contradiction, avec le droit positif. Enfin, l'émergence du nudge public s'inscrit dans un mouvement vaste et profond à l'origine d'une révolution douce du droit.

L'organisation décentralisée de la République : Les 20 ans de la loi constitutionnelle du 28 mars 2003 [Dossier]

Revue française de droit administratif, 03/2023, n° 2, p. 231-279

Au sommaire :

- Une révision attendue depuis 1958 par Michel Verpeaux
- Deux nouveaux principes relatifs à la répartition des compétences - Le principe de subsidiarité et le principe de la collectivité chef de file par Laetitia Janicot
- Le système des normes locales vingt ans après par Bertrand Faure
- Un rendez-vous manqué pour la démocratie locale par Mathieu Doat
- Les finances locales dans la Constitution : une victoire à la Pyrrhus par Alain Pariente
- Les Outre-mers par Olivier Gohin

Economie

Thomas Piketty, Kenneth Pomeranz : Croissance et inégalités / REVERCHON Antoine

Monde (le), 21/05/2023, n° 24378, p. 26-27

<https://www.lemonde.fr/idees/article/2023/05/20/croissance-et-inegalites-au-c-ur-d-un-dialogue-entre>

L'économiste français et l'historien américain ont débattu, le 16 mai à Paris, des ressorts complexes qui relient la richesse économique, les modalités de sa répartition et l'histoire des conflits politiques et sociaux.

[↩ Retour sommaire](#)

A quoi ça sert d'être une ville riche ? [Dossier] / KRASSOVSKY Julie

Lettre du cadre territorial (la), 05/2023, n° 568, p. 26-34

<https://www.lettreducadre.fr/article/territoires-ca-sert-a-quoi-d-etre-riche.53512>

Quelle ville n'a pas rêvé d'être (enfin) riche ou mieux encore de le rester ? Mais au fond, à quoi cela sert-il vraiment d'être une ville riche ? N'y-a-t-il pas au final plus d'inconvénients que qu'avantages ? Ville industrielle dotée de nombreux sièges sociaux, capitale régionale recherchée, commune moyenne en voie de gentrification "bobo" ou encore station de montagne huppée : si les profils des villes "riches" que nous avons rencontrées apparaissent à chaque fois très différents, toutes partagent néanmoins une même interrogation : comment éviter de devenir une "ville de riches" ?

Emploi/Formation

« Que sait-on du travail ? » : en France, un niveau de risques physiques relativement élevé

Lemonde.fr, 29/05/2023

<https://www.lemonde.fr/emploi/article/2023/05/29/que-sait-on-du-travail-en-france-un-niveau-de>

La France, mauvaise élève européenne des conditions de travail ? Dans le cadre du projet de médiation scientifique du laboratoire Liepp de Sciences Po trois chercheurs ont comparé la qualité de l'emploi d'un pays à l'autre, dans chacune des dimensions qui ont un impact sur la situation des travailleurs.

Christelle Morançais : « Il faut rendre les seniors plus employables »

Lesechos.fr, 26/05/2023

<https://www.lesechos.fr/pme-regions/actualite-pme/il-faut-rendre-les-seniors-plus-employables->

Les Pays de la Loire, parmi les régions les plus dynamiques sur le front de l'emploi, font figure de mauvais élèves pour l'activité des 54-64 ans. Leur présidente (ex-LR) commente ce paradoxe.

Emploi des seniors : les régions en pointe, les régions à la traîne

Lesechos.fr, 25/05/2023

<https://www.lesechos.fr/pme-regions/ile-de-france/emploi-des-seniors-les-regions-en-pointe->

D'après une étude de la CCI Paris Ile-de-France, la part des 55-64 ans en activité a nettement progressé depuis vingt ans dans tous les territoires.

Si l'Ile-de-France est de loin la meilleure élève, les Hauts-de-France ou du Grand Est, plus industriel, sont à la peine. Mais la région capitale française reste devancée par ses homologues d'Europe du Nord.

Formation professionnelle : Les évolutions à prévoir à moyen terme / MASSIEU Sophie

Inffo formation (I'), 15/05/2023, n° 1054, p. 22-23

2004, 2009, 2014, 2018 : il ne se passe jamais cinq ans sans une réforme de la formation professionnelle.

2023 verra aussi l'adoption de nouvelles mesures.

Un Rendez-vous du droit de Centre Inffo a fait en avril un point d'étape documenté, et basé sur les premières pistes esquissées par l'exécutif.

Vers un "pacte" incluant reconversions et emploi des seniors / GARCIA David, MASSIEU Sophie

Inffo formation (I'), 15/05/2023, n° 1054, p. 2-3

La Première ministre Elisabeth Borne a présenté l'agenda social du gouvernement pour les prochains mois. Au programme, notamment : reconversions, emploi des seniors, apprentissage et transformation des lycées professionnels. Outre la création de France Travail, qui fera l'objet d'un projet de loi avant l'été, un autre texte de loi est prévu d'ici le début 2024. Il portera des sujets liés à la formation.



De fil en aiguille pour retrouver un emploi / RINGUENET Guilherme

Inffo formation (I'), 15/05/2023, n° 1054, p. 28-29

A Châteauroux, dans l'Indre, l'association Agir (Association pour générer l'insertion et la réussite), qui oeuvre dans le textile, la couture et la vente, permet à des chômeurs de longue durée de se remettre en selle grâce à de l'insertion par l'activité économique (IAE).

[Retour sommaire](#)

Insertion jeunesse : le contrat d'engagement jeune, un an après [Dossier] / KAMMERER Mariette
Inffo formation (I'), 15/05/2023, n° 1054, p. 9-14

Lancé en mars 2022, le contrat d'engagement jeune a pris la suite de la Garantie jeune. Destiné aux jeunes ayant des difficultés d'accès à l'emploi, il associe toujours un accompagnement intensif et une aide financière, mais se veut plus individualisé et plus exigeant, conditionné à quinze heures d'activité par semaine. Selon le profil des jeunes - niveau de diplôme, freins périphériques - il est mis en œuvre par les Missions locales ou Pôle emploi. Un dispositif spécifique a été conçu pour les "jeunes en rupture", qui prévoit un suivi conjoint par des acteurs du champ social. Bilan d'étape sur le déploiement de ces dispositifs.

France Travail à la place de Pôle Emploi, y a du boulot

Liberation.fr, 05/05/2023

<https://www.liberation.fr/politique/france-travail-a-la-place-de-pole-emploi-y-a-du-boulot->

Le gouvernement veut tourner la page des retraites et remettre sur la table le plein-emploi, promesse du candidat Macron, qui fera l'objet d'un projet de loi début juin. Mais les contours du texte qui précisera ce que sera le remplaçant de Pôle Emploi, restent flous.

L'école de production du choletais et des Mauges, un modèle basé sur le partenariat local /
CHEVRIER Lucas

Intercommunalités, 05/2023, n° 282, p. 27

<https://www.intercommunalites.fr/app/uploads/2023/05/INTERCO-Magazine282-Web.pdf>

L'Institut de Formation Technique de l'Ouest (IFTO) forme des jeunes de 15 à 20 ans aux métiers de la chaudronnerie et bientôt de la maroquinerie, avec deux niveaux de diplôme : CAP et BAC Pro. La réussite de ce modèle repose sur l'investissement des partenaires locaux.

La "grande reconversion" n'est pas pour demain

Liaisons sociales magazine, 05/2023, n° 242, p. 11-20

Faudrait-il instituer un "droit à la reconversion" pour répondre à une aspiration croissante des actifs et favoriser les mobilités professionnelles vers des secteurs et métiers qui recrutent ?
Le chantier est ouvert, mais les réponses insuffisantes, selon les experts.

Empreinte écologique : comment contribuer en tant qu'organisme de formation ? / GREF
BRETAGNE, 18/04/2023

<https://www.youtube.com/watch?v=2xwaVVpNHjM>

Parmi les défis auxquels doivent faire face les organismes de formation, la transition écologique est au premier plan aujourd'hui.

Après la crise sanitaire, la crise écologique est l'un des nouveaux challenges à relever !

Et les organismes de formation ont un rôle crucial à jouer. Car en effet, ils ont une capacité à agir qui est importante. Avec deux leviers d'actions puissants :

- Agir sur leur entreprise en adoptant des pratiques responsables

- Et également agir à travers leur cœur de métier : sensibiliser former, éduquer. . .

Intervenants :

Delphine Lopez, administratrice de Formethic

Marion Albarado, administratrice de Formethic

Avec le témoignage d'Arnaud Louvet, dirigeant de Voyelle

Présenté par Sylvie Rochard et Océane Nouailhas, GREF Bretagne

Comparaison des services publics de l'emploi de différents pays européens : quels enseignements pour France Travail ? / BOURGUIGNON Brigitte, VIOSSAT Louis-Charles, MEJANE Julien

Inspection générale des affaires sociales, 02/2023, 438 p.

<https://www.igas.gouv.fr/Comparaison-des-services-publics-de-l-emploi-de-differents-pays-europeens->

Le rapport conjoint de l'Inspection générale des affaires sociales (Igas) et de l'Inspection générale des Finances (IGF) sur la comparaison du service public de l'emploi (SPE) dans cinq pays et régions d'Europe (Allemagne, Catalogne, Danemark, Flandre et Suède) identifie les bonnes pratiques internationales utiles au projet de France Travail.

[Retour sommaire](#)

Finances publiques/Gestion locale

Investissement local : Le plan pluriannuel, une boussole dans la tempête / VILLEDIEU Clémence
Gazette des communes, des départements, des régions (la), 22/05/2023, n° 2666, p. 12

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40780925>

Forcées de naviguer à vue à cause de l'inflation, les collectivités soignent leurs outils de gestion prévisionnelle.

Les finances locales à l'aune de la décentralisation / DESCHAMPS Julia

Lagazettedescommunes.com – Club Finances, 22/05/2023

<https://www.lagazettedescommunes.com/865588>

Le bilan porté sur quarante années de décentralisation est l'occasion pour la Cour des comptes, dans un rapport publié en mars 2023, de dresser les principales tendances de l'évolution des finances locales depuis 1980 et de rappeler également sa proposition de rétablir un pacte de confiance financier entre l'État et les collectivités locales.

Les comptes des administrations publiques locales en 2022 / ECALLE François

Lagazettedescommunes.com – Club Finances, 19/05/2023

<https://www.lagazettedescommunes.com/868396>

Les comptes des administrations publiques locales (APUL) établis par l'Insee permettent d'avoir un premier aperçu de la situation financière du secteur public local en 2022. François Ecalle, ancien rapporteur général du rapport de la Cour des comptes, livre son analyse.

Quelle compensation de l'impact de la revalorisation du point d'indice sur les finances locales ? [Réponse ministérielle] / JABRE Lena

Lagazettedescommunes.com, 16/05/2023

<https://www.lagazettedescommunes.com/868010>

Réponse du ministère chargé des Collectivités territoriales et de la ruralité : Le Gouvernement a mis en œuvre une revalorisation de 3,5 % du point d'indice des fonctionnaires à compter du 1er juillet 2022. Cette revalorisation, soutenue par les employeurs, a des conséquences sur les dépenses réelles de fonctionnement des collectivités territoriales, et notamment sur leurs dépenses de personnel.

<https://questions.assemblee-nationale.fr/q16/16-109QE.htm>

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000046421834#>

La fiscalité directe locale se concentre toujours plus sur le bloc communal / CHEREL MARINE
Yann

Lagazettedescommunes.com – Club Finances, 04/05/2023

<https://www.lagazettedescommunes.com/866595>

Le dernier bulletin d'information statistique produit par la direction générale des collectivités locales (DGCL) et publié en ce début du mois de mai 2023 revient sur la fiscalité directe locale en 2022. Pour le consultant Christian Escallier, ce document vient confirmer les chiffres attendus, mais masque, par effet de décalage, la hausse des prix en 2022, et qui continue en 2023.

<https://www.lagazettedescommunes.com/telechargements/2023/05/smcl-6.pdf>

<https://www.lagazettedescommunes.com/telechargements/2023/05/bis>

Les finances locales : 40 ans après la décentralisation - Quelles perspectives ? [Dossier] - Deuxième partie

Revue française de finances publiques, 05/2023, n° 162, p. 1-76

- La fiscalité verte : avenir de la fiscalité locale ? Par Céline Viessant
- Le compte financier unique : au-delà de l'expérimentation quel avenir ? Par Marie-Christine Baranger
- Penser la différenciation territoriale et financière, Par Antoinette Hastings et Laetitia Janicot
- L'asymétrie des finances locales au Royaume-Uni, Par Alexandre Guigue
- Le droit financier de l'Union européenne, un modèle pour les collectivités territoriales françaises ? Par Corinne Delon Desmoulin
- Quarante ans de transformations du système financier local, et loin de l'achèvement, Par Robert Hertzog

[Retour sommaire](#)

Le verdissement du recours à l'emprunt par les collectivités territoriales / PORTAL Eric

Revue française de finances publiques, 05/2023, n° 162, p. 153-165

Depuis quelques années, les collectivités territoriales sont amenées à verdir leur recours à l'emprunt. Cette évolution, qui date de la fin des années 2010, s'est traduite par la poussée des financements verts et les prêts participatifs affectés à des investissements verts, poussée qui elle-même a déclenché une tendance récente au verdissement des financements intermédiés comme les prêts bancaires verts ou à impact ainsi qu'un outil de financement dénommé intracting.

Hausse des dépenses publiques et paupérisation des services publics. Éclairages sur un paradoxe / BLANCHETON Bertrand

Vie publique, 25/04/2023

<https://www.vie-publique.fr/parole-dexpert/289090>

Les dépenses publiques françaises n'ont jamais été aussi élevées. Malgré un niveau voisin de 60% du PIB, elles paraissent pourtant insuffisantes face aux besoins. Comment expliquer ce paradoxe ? Comment d'autres pays ont-ils fait face à ce genre de situation ?

Fonction publique/Statut

Agents publics : Sanction disciplinaire et sanction pénale / COTTIGNIES Sébastien

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 22/05/2023, n° 2666, p. 42-44

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40781025>

Principe : L'indépendance des procédures pénales et disciplinaires est un principe qui permet à l'administration de sanctionner un agent sans nécessairement attendre la décision du juge pénal.

Support nécessaire : L'administration n'est liée que par la matérialité des faits qui sont le support nécessaire d'un jugement définitif du juge répressif.

Radiation : L'administration est tenue de radier des cadres tout agent qui a été privé de ses droits civiques par une décision définitive du juge pénal.

La garantie individuelle du pouvoir d'achat (Gipa) en 10 questions / SOYKURT Sophie

Lagazettedescommunes.com, 16/05/2023

<https://www.lagazettedescommunes.com/57467>

Créée en 2008, l'indemnité dite "de garantie individuelle du pouvoir d'achat" (Gipa) permet de compenser une évolution de traitement brut inférieure à l'évolution des prix à la consommation. Le champ des bénéficiaires est très large, mais certaines conditions doivent être remplies.

Les adjoints territoriaux d'animation (10 questions) / SOYKURT Sophie

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 15/05/2023, n° 2665, p. 28-29

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40770804>

- Recrutement

Le recrutement au premier grade est direct, sans concours, mais pour le recrutement dans le deuxième grade, sur concours (externe, interne, troisième concours) ou avancement de grade.

- Missions

Ces agents interviennent notamment dans le secteur périscolaire et dans l'animation des quartiers, la médiation sociale, le développement rural et l'organisation d'activités de loisirs.

- Dispense de stage

Les agents déjà fonctionnaires avant leur nomination sont dispensés de stage s'ils ont accompli au moins deux ans de services publics effectifs dans un emploi de même nature.

Fonctionnaire par héritage : est-ce toujours possible ? / VIGNE LEPAGE Véronique

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 15/05/2023, n° 2665, p. 24-26

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40770789>

L'hérédité professionnelle a toujours cours dans la fonction publique. Mais elle n'empêche pas une forme de reproduction sociale. Or celle-ci va à l'encontre des politiques d'égalité des chances et des velléités de diversification des profils d'agents.

[↩ Retour sommaire](#)

Fonction publique : Le mécénat de compétences fait son entrée / RIFFARD Jennifer
Gazette des communes, des départements, des régions (la), 15/05/2023, n° 2665, p. 48-49
<https://archives.lagazettedescommunes.com/40770874>

- Expérimentation

Le mécénat de compétences est ouvert, à titre expérimental, aux fonctionnaires de certaines administrations dans le cadre de mises à disposition.

- Mise à disposition

Le fonctionnaire mis à disposition est réputé occuper son emploi et continue à percevoir la rémunération correspondante, tout en exerçant ses fonctions hors de son administration.

- Subvention

La mise à disposition au titre du mécénat de compétences, sans remboursement de la rémunération du fonctionnaire par l'organisme bénéficiaire, est assimilée à une subvention.

Choisir le service public, 04/05/2023, consulté le 26/05/2023

<https://choisirleservicepublic.gouv.fr/>

Le site "Place de l'emploi public" fait peau-neuve et devient "Choisir le service public". Il s'enrichit de nouvelles fonctionnalités afin de renforcer l'attractivité vers les métiers du service public. Il est organisé en 8 rubriques :

- Nos offres d'emploi ;

- Nos employeurs ;

- Nos métiers ;

- Passer un concours ;

- Conseils : dispense des conseils pratiques pour candidater ;

- Actualités ;

- Apprentissages et stages ;

- Prépa Talents.

Quoi de neuf pour la police municipale ? / VOJIQUE Anne-Laure

Lettre du cadre territorial (la), 05/2023, n° 568, p. 66-67

<https://www.lettreducadre.fr/article/quoi-de-neuf-pour-la-police-municipale.53437>

Deux décrets récents viennent de modifier les conditions pour accéder au cadre d'emplois de la police municipale. Entre restrictions liées à la nationalité, formation et concours externe, les recrutements seront-ils facilités dans un contexte de pénurie durable de candidats ?

<https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000047140735>

<https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000047140886>

Contrat de projet ou emploi d'expert de haut niveau et directeur de projet : comment choisir ? / CAFARELLI François

Actualité Juridique. Fonctions Publiques, 05/2023, n° 5, p. 276-279

Le processus de transformation de la fonction publique se traduit par un éclatement des statuts généraux au profit d'outils contractuels ou spécifiques, permettant de mieux prendre en compte la particularité de certaines missions. Néanmoins, la lisibilité de ces outils et leur mise en œuvre sont souvent complexes dans la mesure où ils présentent des convergences, tant au regard de leur objet qu'au regard des publics susceptibles d'en bénéficier. Tel est le cas pour le contrat de projet et l'emploi d'expert de haut niveau et de directeur de projet, qui semblent parfois se superposer, mais qui doivent être distingués afin d'être mobilisés à bon escient.

La réforme des retraites dans la fonction publique territoriale : À propos de la loi n°2023-270 du 14 avril 2023 / CLOUZOT Ludvine

Actualité Juridique. Fonctions Publiques, 05/2023, n° 5, p. 253-258

La loi n°2023-270 du 14 avril 2023 de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2023 produit de nombreux effets sur la fonction publique, dans un souci de symétrie avec le secteur privé. Tout en maintenant certains éléments propres à la fonction publique, elle applique aux agents publics les mesures de recul de la limite d'âge et d'accélération de l'allongement de la durée de cotisation. Par ailleurs, elle organise la portabilité des services actifs, étend aux agents publics le bénéfice du dispositif de la retraite progressive, contient un certain nombre de mesures destinées à encadrer, de manière très insuffisante, la pénibilité. Elle comprend enfin des mesures plus catégorielles pour les enseignants ou les pompiers.

[↩ Retour sommaire](#)

Berger communal : un pro de l'écopâturage / VILLE Frederic

Techni.cités, 05/2023, n° 363, p. 64-65

Le berger d'une régie communale travaille le plus souvent à temps partiel au sein d'un service espaces verts. Il lui faut être aux petits soins, mais aussi savoir gérer en fonction des intérêts économiques, écologiques, pédagogiques. . .

<http://entretien-nature-territoire.fr/wp-content/uploads/2018/01/Plaque-ASSO.pdf>

<https://www.anbdd.fr/publication/fiche-ressources-leco-paturage-au-service-de-la-collectivite/>



Un dispositif pour améliorer la carrière des agents handicapés / DELON Eric

Lettre du cadre territorial (la), 05/2023, n° 568, p. 54-55

<https://www.lettreducadre.fr/article/des-administrations-testent-un-dispositif-pour-ameliorer>

Le projet Indicar' a été lancé en octobre 2020 sous la houlette de la mairie de Paris. Il s'agit de trouver des solutions concrètes pour favoriser les parcours professionnels des agents en situation de handicap. Plusieurs administrations se sont lancées dans l'aventure.

L'emploi et les salaires dans les collectivités locales (analyse FIPECO)

Fipeco.fr, 05/2023

<https://www.fipeco.fr/fiche/Lemploi-et-les-salaires-dans-les-collectivites-locales>

La fonction publique territoriale (FPT) emploie 1,94 million de personnes fin 2021 (sans compter 0,03 million de contrats aidés), soit 34 % des effectifs de l'ensemble des trois fonctions publiques (Etat, Hôpitaux et collectivités territoriales) et 7 % de l'emploi total en France. La masse salariale des collectivités locales et de leurs groupements s'est élevée à 71,3 Md€ en 2021 (après 69,4 Md€ en 2020), soit 2,8 % du PIB.

Cette fiche présente la répartition des effectifs de la FPT et leur évolution dans le passé ainsi que la rémunération et la durée du travail des agents.

Des informations plus générales sur les effectifs, les rémunérations et la durée du travail dans l'ensemble des trois fonctions publiques peuvent être trouvées dans d'autres fiches relevant du thème masse salariale publique.

A) La répartition des effectifs

1) La répartition par catégorie de collectivités

2) La répartition par nature d'emploi

3) La répartition géographique

4) La répartition par filière

B) L'évolution des effectifs

C) Les rémunérations

D) La durée du travail

Quelques précisions sur la fin de détachement sur un emploi fonctionnel / AUGER Cyril, VERNE Michaël

Lettre du cadre territorial (la), 05/2023, n° 568, p. 68-70

<https://www.lettreducadre.fr/article/quelques-precisions-sur-la-fin-de-detachement>

Le détachement sur emploi fonctionnel dans une autre collectivité prend forcément fin un jour. S'ouvre alors un champ de possibilités que balise le Conseil d'État. Précisions sur les responsabilités respectives des collectivités d'accueil et d'origine.

Conseil d'Etat, 10 février 2023, n° 443616

<https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000047206366>

Imputabilité de la maladie au service : un lien direct entre la maladie et l'exercice des fonctions est suffisant

Informations administratives et juridiques (les), 04/2023, n° 4, p. 25-33

Dans deux arrêts du 8 mars 2023, le Conseil d'État précise les critères d'imputabilité des maladies au service. Il juge qu'afin de déterminer l'imputabilité, qui s'apprécie au cas par cas, il convient d'exiger un lien seulement direct entre l'état de santé d'un agent et l'exercice de ses fonctions. Ces décisions s'ajoutent à l'abondante jurisprudence relative à l'imputabilité au service des accidents et des maladies professionnelles.

Conseil d'État, 8 mars 2023, n°456390

Conseil d'État, 8 mars 2023, n°451972

[Retour sommaire](#)

Les concours réservés de la filière médico-sociale de la FPT

Informations administratives et juridiques (les), 04/2023, n° 4, p. 18-24

Jusqu'au 31 décembre 2024, des concours réservés peuvent être ouverts aux fonctionnaires relevant des cadres d'emplois en voie d'extinction de la catégorie B de la filière médico-sociale, pour leur permettre d'accéder aux cadres d'emplois de catégorie A correspondant à leur spécialité. Le décret du 7 mars 2023 fixe les modalités d'organisation générale de ces concours ouverts aux infirmiers et aux techniciens paramédicaux.

Les congés liés à l'arrivée et à l'éducation d'un enfant

Informations administratives et juridiques (les), 04/2023, n° 4, p. 10-17

Point sur les différentes possibilités de congés accessibles aux parents lors de l'arrivée d'un enfant, ainsi que sur les dispositifs permettant aux parents de s'absenter pendant un temps plus ou moins long dans le but d'assurer l'éducation de leur enfant pendant ses premières années ou bien dans le cas d'événements familiaux.

Assurance chômage : L'essentiel des évolutions 2023 applicables aux agents territoriaux

Informations administratives et juridiques (les), 04/2023, n° 4, p. 2-8

La loi du 21 décembre 2022 portant mesures d'urgence relatives au fonctionnement du marché du travail en vue du plein emploi a autorisé le gouvernement à fixer à titre transitoire les règles d'assurance chômage.

Pris pour son application, un décret du 26 janvier 2023 a notamment mis en oeuvre un mécanisme de modulation de la durée d'indemnisation en fonction de la situation du marché du travail à compter du 1er février 2023.

Par ailleurs, pour tenir compte du contexte de forte inflation, les allocations d'assurance chômage ont été revalorisées de manière exceptionnelle au 1er avril 2023.

Renforcer l'attractivité de la fonction publique en France : Vers une approche territoriale /

Organisation de Coopération et de Développement Economiques, 2023, 85 p.

<https://www.oecd-ilibrary.org/docserver/10b06c9e-fr.pdf>

Un nombre croissant de pays membres de l'OCDE fait face à un défi d'attractivité de leur fonction publique, et ce, alors même que la gestion des politiques publiques, de plus en plus complexe, requiert de nouvelles compétences. Ce document cherche à identifier les facteurs d'attractivité de la fonction publique dans les régions françaises et à travers les pays membres de l'Union européenne, notamment dans un contexte de grandes tendances de l'emploi public en constante évolution. La première section vise à éclairer le diagnostic d'attractivité de la fonction publique d'État dans les territoires français, par le biais d'un focus principalement qualitatif sur quatre régions (Grand Est, Hauts-de-France, Île-de-France, Normandie) confrontées, en tout ou partie, à des difficultés pour attirer, recruter et fidéliser leurs agents publics. La deuxième section, au-delà d'une meilleure compréhension des grandes tendances affectant l'emploi public à travers l'Union européenne et les pays membres de l'OCDE et des implications pour la fonction Ressources Humaines (RH), explore les mesures mises en oeuvre par d'autres administrations des pays membres de l'OCDE ainsi que dans le secteur privé pour développer ou adapter leurs politiques de ressources humaines afin de mieux planifier les efforts d'attractivité.

Agents publics : les risques d'atteintes à la probité concernant les cadeaux et invitations : guide pratique /

Agence française anticorruption, 2022, 74 p.

<https://www.agence-francaise-anticorruption.gouv.fr/files/2022-09>

Partie I. Comprendre les risques associés aux cadeaux et invitations

Fiche n° 1. Les principes déontologiques à connaître en cas de remise d'un cadeau ou d'une invitation - Fiche n° 2. Connaître le risque pénal et de sanction disciplinaire associé aux cadeaux et invitations - Illustration de ce risque à travers des scénarios et la jurisprudence

Partie II. Construire un ensemble de règles appropriées en matière de cadeaux et invitations

Fiche n° 3. La méthode à suivre pour élaborer des règles de conduite en matière de cadeaux et invitations - Fiche n° 4. Le contenu attendu des règles de conduite en matière de cadeaux et invitations - Fiche n° 5. Faire vivre et animer les règles en matière de cadeaux et invitations

Annexes

[Retour sommaire](#)

Information/Communication/TIC



Ecoconçu, le site internet devient sobre et plus accessible / CATTIAUX Séverine
Gazette des communes, des départements, des régions (la), 15/05/2023, n° 2665, p. 37
<https://archives.lagazettedescommunes.com/40770824>

Grenoble Alpes métropole (Isère) 49 communes 446 600 hab.

A l'heure de la transition énergétique, la métropole s'est attelée à la refonte de son site. Une réussite !

La numérisation de la gestion de la relation usager - 50 questions

Courrierdesmairies.fr, 03/2023, n° 365, 15 p

<https://www.courrierdesmairies.fr/archives/cinquante-questions/2023>

- Le cadre juridique applicable au GRU
- L'obligation de protection de la vie privée des usagers
- Les obligations inhérentes au choc de la simplification
- Obligations spécifiques liées au déploiement d'un outil numérique de GRU
- Conseils pour la numérisation de la GRU

Management/Ressources humaines

"Le télétravail n'améliore pas le partage des tâches"

Monde (le), 27/05/2023, p. 26-27

Si les hommes travaillent davantage depuis la maison, le phénomène ne permet pas à lui seul, de réduire les inégalités au sein du foyer, explique la sociologue Julie Landour.

Valoriser les compétences collectives / TRIDON Céline

Myhappyjob.fr, 24/05/2023

<https://www.myhappyjob.fr/valoriser-les-competences-collectives/>

Parler des besoins et des talents individuels, c'est bien. Mais développer la force du collectif, c'est encore mieux ! Surtout dans le cadre d'un travail hybride, où la notion de collectif a parfois tendance à s'essouffler. Il est donc nécessaire de travailler le fonctionnement de ses équipes pour en booster tout le potentiel. Explications avec Aurélien Rothstein, président d'Engagement & Performance.

Comment reconnaître les signaux faibles du burn-out / CHATELAIN BERRY Gaël, 22/05/2023, 9mn

https://www.youtube.com/watch?v=roS0XZ_9Yw8

Depuis la pandémie, le bien-être au travail est, enfin, devenu un sujet majeur et pourtant, aucun indicateur ne montre une baisse du niveau de stress des salariés ni du burn-out. Ce sont toujours 10 à 12% des salariés qui sont concernés par cette pathologie. Oui, le burn-out est le mal du siècle.

Alors bien-entendu, les entreprises et les managers peuvent agir, mais chacun d'entre nous le peut aussi. Comment ? En ne mettant pas de côté ce que l'on appelle les signaux faibles ; toutes ces petites choses qui annoncent l'arrivée possible d'un burn-out.

Les victimes de burn-out me le disent souvent : si elles avaient su s'écouter, observer ces signaux faibles, elles n'auraient pas fait de burn-out.

Je fais cet épisode pour cela, et si vous vous reconnaissez dans certains de ces signaux faibles et que grâce à cet épisode, ne serait-ce qu'une seule personne ne ferait pas de burn-out... je serais heureux, très heureux. Cet épisode vous donne les 5 principaux signaux faibles auxquels il faut prêter attention si vous voulez éviter de faire un burn-out.

[↩ Retour sommaire](#)

Comment travailler en équipe ? / GRANGER Raphaële

Manager-go.com, 22/05/2023

<https://www.manager-go.com/management/travailler-en-equipe.htm>

Savoir travailler en équipe est essentiel pour être capable de relever les défis et garantir un maximum de performance. Car il ne suffit pas de désigner un chef au sein d'un groupe de personnes pour que l'équipe ainsi formée se soude et réussisse toutes les missions confiées. Découvrez les clés du travail d'équipe.

Services publics : le burn-out bureaucratique - Le dossier de L'Express

Express.fr (L'), 17/05/2023, p. 21-28

<https://www.lexpress.fr/societe/services-publics-le-burn-out-bureaucratique>

Dans "Les douze travaux d'Astérix", film d'animation sorti en 1976, le Gaulois et Obélix manquent de devenir fous devant les pinaillages de l'administration romaine, réticente à leur délivrer le laissez-passer A-38. Une satire de génie de la bureaucratie française, dont il faudrait seulement rire si le phénomène n'avait des conséquences désastreuses. L'Express a longuement enquêté sur les effets que produit l'amoncellement de la paperasse... chez ceux qui sont chargés de la remplir. Policiers, infirmières ou maires ruraux... Tous relatent leur découragement. "Le problème bureaucratique participe au déclasserment français", estime même Jérôme Fourquet. Les "chocs de simplification" se succèdent mais il semble toujours y avoir, quelque part, un chef de bureau pour réclamer un laissez-passer A-38. Et si on en sortait ? Ce dossier livre plusieurs clés pour y parvenir, enfin.

« L'enfer, c'est les autres au travail » : l'anxiété sociale en entreprise, un phénomène de moins en moins marginal

Lemonde.fr, 17/05/2023

<https://www.lemonde.fr/emploi/article/2023/05/17/l-enfer-c-est-les-autres-au-travail>

Valorisation des compétences comportementales, développement du télétravail. Plusieurs évolutions complexifient le quotidien professionnel des anxieux sociaux. Et les entreprises sont relativement désarmées.

Fonction publique : Le mécénat de compétences fait son entrée / RIFFARD Jennifer

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 15/05/2023, n° 2665, p. 48-49

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40770874>

- Expérimentation : Le mécénat de compétences est ouvert, à titre expérimental, aux fonctionnaires de certaines administrations dans le cadre de mises à disposition.
- Mise à disposition : Le fonctionnaire mis à disposition est réputé occuper son emploi et continue à percevoir la rémunération correspondante, tout en exerçant ses fonctions hors de son administration.
- Subvention : La mise à disposition au titre du mécénat de compétences, sans remboursement de la rémunération du fonctionnaire par l'organisme bénéficiaire, est assimilée à une subvention.



La métropole de Lyon va tester la semaine de quatre jours pour ses agents

Lemonde.fr, 11/05/2023

<https://www.lemonde.fr/politique/article/2023/05/11/la-metropole-de-lyon-va-tester->

Lancée à la rentrée 2023 pour un an, la mesure concernera dans un premier temps les volontaires parmi 5 500 des 9 600 agents de la deuxième métropole de France. L'expérimentation a notamment pour but de diminuer l'absentéisme et de « rendre l'emploi plus attractif ».

Reconversion professionnelle : 7 conseils pour s'orienter quand on est perdu

Welcometothejungle.com, 04/05/2023

<https://www.welcometothejungle.com/fr/articles/reconversion-professionnelle-conseils-trouver-sa-voie>

Changer de métier, oui. Mais pour faire quoi ? Nombreuses sont les personnes à se trouver dans cette impasse, coincées dans un emploi qui ne leur convient plus, sans pour autant parvenir à se projeter dans une autre voie. À l'heure où les carrières n'ont plus rien de linéaire et où de nouveaux métiers émergent sans cesse, choisir sa nouvelle trajectoire peut parfois être un véritable casse-tête. Un manque de visibilité qui peut faire peur, mais qui n'a rien d'insurmontable. Nos astuces vont vous aider à mieux cerner vos attentes pour vous orienter vers un métier susceptible d'y répondre.

[Retour sommaire](#)

Le management par le "care", ou comment engager les collaborateurs et réenchanter le travail / DEJOUX Cécile

Liaisons sociales magazine, 05/2023, n° 242, p. 46-47

Désengagement, "Quiet Quitting", besoin de réenchanter le travail, recherche de sens, semaine de 4 jours, tous ces sujets sont au cœur des réflexions des dirigeants.

Afin d'identifier les tendances éphémères qui vont faire pivoter les entreprises, nous avons mené une étude sur l'évolution des attentes des collaborateurs et des pratiques d'engagement au sein de l'observatoire du futur du travail, du management et des RH, le Learning Lab Human Change du Cnam cofondé avec Julhiet Sterwen et Cornerstone.

Après la bise, où est passée la politesse en entreprise ?

Liaisons sociales magazine, 05/2023, n° 242, p. 24-26

Plus de bonjour, ni d'au revoir : où est passé le b.a.-ba se demande-t-on à la fin des réunions en visio ? La politesse aurait-elle disparu des entreprises dans le sillage de la bise, indésirable depuis la Covid ? Est-ce un signe d'une montée des tensions ? D'un malaise grandissant dans les relations professionnelles et humaines ?

Le temps, clé de voûte du manager / COHEN BACRIE Bruno

Lettre du cadre territorial (la), 05/2023, n° 568, p. 58-59

<https://www.lettreducadre.fr/article/le-temps-clef-de-voute-du-manager.53387>

Vous venez d'être nommé(e) manager ! Mais se peut-il que vous ayez accepté cette promotion sans vraiment en connaître les responsabilités ? Si vous êtes déjà en poste, vous sentez-vous trop souvent débordé ? Pour vaincre ses craintes et devenir performante, Isabelle Dépatie a conçu une méthode simple et innovante, l'alignement temporel. La clé de voûte de cette méthode ? Le temps.

<https://laclecestletemps.com/>



Le Centre-Val de Loire sensibilise ses agents aux actions bas carbone / BRUNET Valérie

lettreducadre.fr, 28/04/2023

<https://www.lettreducadre.fr/article/le-centre-val-de-loire-sensibilise-ses-agents->

La région Centre-Val de Loire acculture ses agents aux enjeux de la transition écologique. Objectifs : créer une vision commune et outiller les équipes pour limiter les émissions de gaz à effet de serre.

La gestion du stress chez les jeunes managers : astuces et outils pour réussir

Courrier cadres, 24/04/2023

<http://courriercadres.com/management/la-gestion-du-stress-chez-les-jeunes-managers>

Oui, la vie professionnelle peut être stressante. C'est encore plus le cas pour les jeunes managers qui, cherchant à faire leurs preuves, à gravir les échelons de l'entreprise ou simplement à fédérer une équipe, ont plus de difficultés que leurs aînés à prendre du recul et à relativiser. Comment réduire ce stress individuellement et collectivement ? Que peuvent mettre en place les entreprises pour les soutenir et les accompagner à relâcher la pression ?

Outre-Mer

A Mayotte, l'accès aux soins sous tension

Monde (le), 30/05/2023, p. 10

<https://www.lemonde.fr/societe/article/2023/05/27/a-mayotte-les-tensions-se-cristallisent->

Soumis à la pression démographique et à une pénurie de soignants encore plus sévère qu'en métropole, le système de santé du 101^e département français est l'objet d'un bras de fer inédit : des collectifs de Mahoraises bloquent depuis plusieurs semaines l'accès des Comoriens aux structures de soins.

[↩ Retour sommaire](#)

Faire le choix d'une solidarité et d'une égalité républicaines sans faille à l'égard de Mayotte /
OUSSENI Ben Issa, SOUF Madi Madi
Monde (le), 24/05/2023, p. 26

<https://www.lemonde.fr/idees/article/2023/05/23/il-faut-faire-le-choix-d-une-solidarite-et-d-une-egalite>

Un retour en métropole des forces de l'ordre dans "deux à trois mois" serait un "abandon impardonnable", considèrent le président du conseil départemental de Mayotte et le président de l'association des maires de l'île, qui appellent à redéfinir l'action politique.

Comme des oiseaux / BAUDET Clément, LEFILLEUL Alice

Arte Radio, 24/05/2023, 23 mn

https://www.arteradio.com/son/61677356/comme_des_oiseaux

Leurs voix ont longtemps été tues. Entre 1930 et 1980, environ 2000 enfants amérindiens et bushinengués de Guyane ont été arrachés de force à leurs familles et placés dans des pensionnats tenus par l'église catholique. Si on connaît l'histoire des pensionnats autochtones au Canada et en Australie, on sait moins que ce procédé d'assimilation coloniale a également été mis en place par la France, sur ce territoire d'Amérique du sud.

"Sortir de l'ombre" : être homosexuel en Martinique

Francetvinfo.fr, 15/05/2023

<https://la1ere.francetvinfo.fr/documentaire-sortir-de-l-ombre-etre-homosexuel-en-martinique->

Aux Antilles-Guyane, l'homosexualité reste taboue. Pour ne pas être mis au ban de la société, certains préfèrent s'exiler vers la métropole, tandis que d'autres choisissent de se taire. Quelques-uns, toutefois, osent braver le qu'en-dira-t-on, les moqueries, les brimades et les insultes. Des militants engagés dans le milieu associatif livrent leurs témoignages.

Cyrille Hanappe, architecte : « A Mayotte, les bidonvilles sont un moindre mal »

Monde (le), 15/05/2023, p. 19

Le cofondateur de l'agence AIR Architectures et directeur pédagogique à l'École nationale supérieure d'architecture de Paris-Belleville a mené plusieurs projets pour adapter et sécuriser l'habitat insalubre sur l'île, qu'il détaille dans un entretien au « Monde ».

Du tatouage au(x) territoire(s) : quel ancrage du patutiki en Polynésie française ? / MURY

Florence

Metropolitiques.eu, 15/05/2023, 6 p.

<https://metropolitiques.eu/Du-tatouage-au-x-territoire-s-quel-ancrage-du-patutiki>

Marque intime par excellence, le tatouage est aussi porteur d'identités territoriales. En sondant la renaissance de l'art du tatouage des îles Marquises, Florence Mury montre à quel point ce dernier transforme le rapport à l'archipel, à la Polynésie française et à la colonisation.

Antilles : un plan pour repousser les sargasses

Monde (le), 12/05/2023, p. 10

L'État et les acteurs locaux tentent de mieux lutter contre ces algues toxiques qui libèrent des gaz toxiques.

Outre-mer : comment attirer et retenir les jeunes diplômés

Localtis.info, 11/05/2023

<https://www.banquedesterritoires.fr/outre-mer-comment-attirer-et-retenir-les-jeunes-diplomes>

Les délégations sénatoriales aux outre-mer et aux entreprises ont mené jeudi 11 mai des auditions conjointes relatives à la problématique de l'emploi des jeunes diplômés dans les territoires ultramarins. Des territoires dans lesquels de nombreux obstacles pénalisent le retour des natifs ayant suivi des cursus en métropole, constatent les intervenants.

La voix des sans voix / PATOLE Valérie

France TV, 2023, 18 x 15 à 20 mn

<https://www.france.tv/documentaires/la-voix-des-sans-voix/>

Cette série web documentaire dévoile les recherches des familles sur leur passé et le récit qu'elles en font. Une transmission transgénérationnelle, grâce aux témoignages longtemps restés enfouis dans les mémoires, qui nous révèlent un socle commun, celui de la construction d'une identité collective

[Retour sommaire](#)

Mayotte : mutations démographiques et multiples enjeux politiques / DUCHESNE Alexandre
Population et avenir, 2023, n° 763, p. 14-16
<https://www.cairn.info/revue-population-et-avenir-2023-3-page-14.htm>

L'obtention en mars 2011 par Mayotte, île située dans l'archipel des Comores, du statut de département de la République française, a suscité de nombreux espoirs de développement pour les Mahorais. Une dizaine d'années plus tard, une croissance économique se constate. Mais le bilan n'est-il pas contrasté ? Face à des dynamiques démographiques très exceptionnelles, les multiples enjeux de Mayotte sont-ils surmontables ou conduisent-ils à des impasses ?

Un réseau territorial de facilitateurs publics en Polynésie / LEBLONG MASCLÉ Gwenaël
Actualité Juridique. Fonctions Publiques, 05/2023, n° 5, p. 274-275

Qui a dit que le service public ne savait pas être pionnier ? Après quatre ans d'existence, le réseau des facilitateurs publics polynésiens, parangon de réussite d'une collaboration de tous les acteurs publics du Pays, est aujourd'hui l'inducteur d'une sensibilisation des acteurs privés aux grandes transformations territoriales. Il est aujourd'hui un levier de coopération régionale entre les acteurs publics de l'ensemble du Pacifique sud. Plongée, au bord du lagon, dans l'innovation publique "made in Fenua".

<https://www.presidence.pf/wp-content/uploads/2022/09/Seminaire-Le-role-et-les-activites-du>
<https://www.youtube.com/watch?v=mH-qFn6CKk>

Les défis des outre-mer [Dossier]

Cahiers français, 05/2023, n° 433, p. 15-88

<https://www.vie-publique.fr/catalogue/289201-les-defis-des-outre-mer>

Une douzaine de territoire, 2,7 millions d'habitants forment aujourd'hui les outre-mer françaises. Organisées en deux grandes catégories, les départements et régions d'outre-mer (DROM) et les collectivités d'outre-mer (COM) ils constituent un ensemble disparate d'anciennes possessions coloniales françaises réparties sur l'ensemble du globe (Antilles, Pacifique, l'océan Indien, Amérique du Sud, Arctique...) et très éloignées de la métropole. La question des Outre-mer est au cœur des débats politiques français depuis de nombreuses années. Les enjeux sont multiples et les positions souvent divergentes. Les territoires d'outre-mer sont confrontés à de nombreux défis communs, liés en particulier à un retard de développement économique et au niveau de vie nettement inférieur du reste de la France. Ce dossier s'articule autour de trois thématiques centrales : les politiques pour redynamiser les outre-mer, la position stratégique des territoires ultra-marins, ainsi que les outre-mer et la transition écologique.

L'alliance économique inter-municipale / CHICOT Pierre-Yves

Pouvoirs locaux, 05/2023, n° 122, p. 94-100

La communauté d'agglomération Cap excellence, composée de trois importantes villes de la Guadeloupe (Les Abymes, Baie-Mahault, Pointe-à-Pître) représente le premier bassin de population de la Guadeloupe. Ce territoire est présenté comme le territoire économique le plus important et performant de l'archipel guadeloupéen par son vivier d'activités et d'emplois. Et pourtant, sa création n'a pas été facile en raison du refus de la ville de Baie-Mahault d'adhérer à cet EPCI sur injonction du préfet de l'époque. Cet épisode a traduit pour partie le malaise ressenti en Guadeloupe vis-à-vis de l'intercommunalité intégrative en raison de ce que l'auteur qualifie de "nationalisme municipal". Aujourd'hui, l'approche de territorialisation et de différenciation territoriale rythme le projet de territoire de Cap Excellence. Pour autant, la limite à l'ambition local réside dans une certaine mesure dans le droit positif du droit intercommunal qui constitue un facteur d'uniformisation de l'action publique intercommunale.

Non-scolarisation et déscolarisation à Mayotte : dénombrer et comprendre / SERAPHIN Gilles, MATHON CECILLON Tanguy

Observatoire national de la protection de l'enfance

Université de Paris Nanterre, 02/2023, 63 p.

<https://onpe.gouv.fr/actualite/non-scolarisation-et-descolarisation-mayotte-denombrier-et-comprendre>

Ce rapport a pour double objectif de dénombrer les enfants non scolarisés à Mayotte et de préconiser un système de suivi.

Tanguy Mathon-Cécillon (chargé de recherche)

[Retour sommaire](#)

Le droit de l'environnement des Outre-mer / WOELFLI Elsa, BOYER Pierre

Biodiversité, des clés pour agir, 01/2023, n° 4, p. 46-49

Le premier volet de la Stratégie nationale pour la biodiversité 2030, qui a été adopté en mars 2022 en amont de la COP15, réaffirme le caractère exceptionnel du patrimoine naturel des Outre-mer et la nécessité de le préserver. C'est l'occasion de rappeler la pluralité des statuts des différents collectivités d'Outre-mer et, par conséquent, du droit de l'environnement qui s'y applique

Sciences Humaines/Société

Mémoire, attention : est-il plus difficile de lire sur écran ? / APARICIO Xavier, BALLENGHEIN Ugo TheConversation.com, 02/05/2023

<https://theconversation.com/memoire-attention-est-il-plus-difficile-de-lire-sur-ecran-203481>

Du papyrus au papier, en passant par le parchemin et en arrivant aujourd'hui aux écrans, les supports de lecture ont évolué au fil des époques et continuent à se diversifier dans une société qui se digitalise toujours plus. Des smartphones aux tablettes ou aux liseuses, l'écrit est au cœur de nos activités quotidiennes et nos habitudes de lecture évoluent.

Les évolutions rapides de ces outils numériques invitent à s'interroger sur la manière dont on apprend à lire aujourd'hui et à se demander si l'utilisation de nouveaux supports modifie notre capacité de compréhension, qui peut se définir comme l'activité par laquelle les individus vont acquérir et utiliser des connaissances. Complexe et dynamique, elle fait intervenir différentes sources d'informations.

Sécurité civile et publique

Indemnisation des catastrophes climatiques : la facture ne fera que s'alourdir / PATRIAT Lucas Gazette des communes, des départements, des régions (Ia), 22/05/2023, n° 2666, p. 14-15

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40780934>

Les dommages causés par les tempêtes, inondations et sécheresses frappent toujours plus le territoire français. Les assureurs, premiers concernés, dressent une carte des vulnérabilités, qui varient fortement selon les régions.

Ces collectivités qui aident les parents à assumer leur rôle / PERRIER Nathalie

Gazette des communes, des départements, des régions (Ia), 22/05/2023, n° 2666, p. 26-28

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40780971>

POURQUOI ?

La lutte contre la délinquance des mineurs est une priorité gouvernementale. Les faits sont en augmentation et les auteurs de plus en plus jeunes.

POUR QUI ?

Les politiques publiques se sont emparées de la question de l'autorité parentale et ciblent les mineurs auteurs d'infractions, mais aussi leurs parents.

COMMENT ?

Parmi les outils pour soutenir l'autorité parentale : conseil des droits et devoirs des familles, cellule de citoyenneté et de tranquillité publique, rappel à l'ordre

[Retour sommaire](#)

La violence contre les élus : un nouveau mal démocratique ? / JUILLARD Jean-Baptiste
TheConversation.com, 18/05/2023

<https://theconversation.com/la-violence-contre-les-elus-un-nouveau-mal-democratique-180142>

Alors que le ministère de l'Intérieur annonçait récemment une hausse importante des agressions contre les élus en 2022, la démission de Yannick Morez médecin et maire de Saint-Brevin-les-Pins, à la suite de l'incendie criminel de son domicile, a montré toute la gravité de la situation. Dominique Faure, ministre déléguée chargée des Collectivités territoriales, a annoncé la création d'un « centre d'analyse et de lutte contre les atteintes aux élus » ainsi que différentes mesures parmi lesquelles la mise en place de référents « atteinte aux élus » dans les commissariats et gendarmeries, ainsi qu'un dispositif « alarme élu » permettant un signalement et une protection rapide des élus inquiets pour leur sécurité.

Les moyens d'alerte de la population se diversifient / VERBAERE Isabelle

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 15/05/2023, n° 2665, p. 30-32

<https://www.lagazettedescommunes.com/866848/les-moyens-dalerte-de-la-population-se-diversifient/>

Covid-19, guerre en Ukraine, tempêtes : l'actualité montre que les risques sont multiples, et ils s'intensifient avec le changement climatique. Avec Fr-Alert, l'Etat fait parvenir aux habitants des messages sur leurs téléphones, en cas de danger. Mais les maires gardent la charge de prévenir leurs populations. Longtemps, la sirène a été l'unique outil de diffusion de l'alerte, qui devient désormais multicanal.

Sécurité des Jeux olympiques : et les autres territoires ? / PERRIER Nathalie

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 15/05/2023, n° 2665, p. 8-10

<https://www.lagazettedescommunes.com/867074>

A quelques mois de la Coupe du monde de rugby et à moins de 450 jours des Jeux olympiques de Paris, de nombreux élus redoutent que la sécurisation de ces événements sportifs ne se fasse au détriment de celle de leur territoire.

Quoi de neuf pour la police municipale ? / VOJIQUE Anne-Laure

Lettre du cadre territorial (la), 05/2023, n° 568, p. 66-67

<https://www.lettreducadre.fr/article/quoi-de-neuf-pour-la-police-municipale.53437>

Deux décrets récents viennent de modifier les conditions pour accéder au cadre d'emplois de la police municipale. Entre restrictions liées à la nationalité, formation et concours externe, les recrutements seront-ils facilités dans un contexte de pénurie durable de candidats ?

<https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000047140735>

<https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT000047140886>

Le maire et la lutte contre l'habitat indigne / NEDEY Fabienne, DEMAILLE Hugo

Maires de France, 05/2023, n° 442, p. 52-53

L'exercice de cette compétence, partagé entre le maire et le président de l'EPCI, a été profondément remanié par l'ordonnance du 16 septembre 2020.

Services techniques et transitions écologiques

Une présence généralisée des pesticides dans les sols agricoles de France, selon une étude-pilote

Lemonde.fr, 25/05/2023

<https://www.lemonde.fr/planete/article/2023/05/25/une-presence-generalisee-des-pesticides->

Une centaine de molécules ont été recherchées sur 47 sites répartis sur le territoire français. Au moins une substance a été retrouvée sur 46 des 47 sites examinés, y compris sur des terrains n'ayant jamais été traités.

[↩ Retour sommaire](#)

Plastique : 5 initiatives pour lutter contre la pollution

Lesechos.fr, 29/05/2023

<https://www.lesechos.fr/monde/enjeux-internationaux/plastique-5-initiatives->

Les Etats se retrouvent cette semaine pour tenter de s'accorder sur un « traité international sur la pollution par les plastiques ». Des entreprises et associations tentent aussi de batailler contre ce fléau planétaire mais le résultat n'est pas toujours au rendez-vous.

Territoires au futur : engagez votre territoire dans la transition écologique / THE SHIFT PROJECT, 2023, consulté le 23/05/2023

<https://territoiresaufutur.org/>

Territoires au Futur est un outil d'interpellation et d'aide au diagnostic de la résilience territoriale pour les territoires de France métropolitaine et les DROM-COM (excepté Mayotte). Collaborative, cette plateforme évoluera en fonction des retours de ses utilisateurs.

L'éclairage public solaire promis à un bel avenir / LE RENARD Sophie

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 22/05/2023, n° 2666, p. 32-33

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40780984>

L'éclairage public solaire est indépendant de tout réseau électrique, facile d'installation et neutre en coût d'électricité. Cette technologie est pertinente pour éclairer les circulations douces, les arrêts de bus, les parkings, les voies avec détection de présence et tous les secteurs exposés au soleil. Un panneau photovoltaïque, en partie haute du mât du lampadaire, permet de charger, le jour, une batterie de stockage et de différer son utilisation la nuit.

Des mesures pour doper la rénovation énergétique des écoles / GERBEAU Delphine

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 22/05/2023, n° 2666-2667, p. 13

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40780928>

Le plan présenté le 9 mai va notamment faire appel au fonds vert et au tiers-financement.

Éboueurs : un métier essentiel mais souvent méprisé / BRET Hugo

TheConversation.com, 17/05/2023

<https://theconversation.com/eboueurs-un-metier-essentiel-mais-souvent-meprise-204377>

La grève des éboueurs de la ville de Paris, menée et reconduite face à la réforme des retraites, a permis d'attirer l'attention sur la pénibilité d'un métier qui met la santé à l'épreuve, a un impact négatif sur l'espérance de vie et condamne, lors du départ à la retraite, à la modestie des pensions perçues et à la vulnérabilité des corps usés par un travail qui concentre la plupart des contraintes qui caractérisent le monde subalterne – ouvrier et employé – d'aujourd'hui.

Le rapport à la propreté urbaine / KELLER Sophie, GOMEZ Mathias

Millenaire3.com, 16/05/2023

<https://www.millenaire3.com/ressources/2023/le-rapport-a-la-proprete-urbaine>

1. La propreté : un concept subjectif et relatif
2. Dépasser la focale individuelle pour appréhender la propreté
3. Des représentations et normes sociales variables associées à la propreté
4. Les dimensions collectives du rapport à la propreté
5. Le rapport à l'espace comme variable déterminante des attitudes et comportements en matière de propreté

Conclusion et perspectives : la propreté, un indicateur de vivre ensemble et du rapport aux lieux sur un territoire

Bibliographie

Les collectivités territoriales et la voirie terrestre / PONTIER Jean-Marie

Actualité Juridique. Droit Administratif, 15/05/2023, n° 17/2023, p. 875-883

La voirie terrestre est une composante traditionnelle de la décentralisation territoriale, notamment la voirie communale, les voies routières étant, depuis longtemps, le principal moyen de se déplacer, et le demeurant. Ces voies sont également une illustration des malentendus entre l'Etat et les collectivités territoriales, les secondes reprochant au premier d'effectuer des transferts de charges plus que des transferts de compétences. La loi 3DS comporte, sur cette question, des innovations importantes avec, notamment, la reconnaissance, pour la première fois, d'une voirie régionale. Une question prend de plus en plus d'importance, celle de la réglementation relative à la vitesse des véhicules.

[Retour sommaire](#)



Vingt ans de lutte pour sauver les palmiers Phoenix de la Côte d'azur / PERRIER Nathalie
Gazette des communes, des départements, des régions (la), 15/05/2023, n° 2665
<https://archives.lagazettedescommunes.com/40770829>

CA Estérel Côte d'Azur agglomération (Var) 5 communes - 116 300 hab.

POURQUOI ?

Le charançon rouge a investi la Côte d'Azur et détruit chaque année de nombreux palmiers Phoenix. L'agglo est mobilisée depuis 2016 pour tenter d'enrayer ce fléau.

POUR QUI ?

Quelque 15 000 palmiers Phoenix appartenant à des propriétaires privés et publics ont été répertoriés sur le territoire. La lutte s'organise de manière collective.

COMMENT ?

Un traitement préventif par injection d'un produit phytosanitaire dans le tronc de l'arbre est appliqué tous les ans et des campagnes d'information sont lancées.

Réchauffement climatique, quelles prévisions ? Comment s'adapter ?

France culture, 07/05/2023, 58 mn

<https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/l-esprit-public/rechauffement-climatique>

A l'heure des premières pénuries d'eau en France, quelles mesures ont-été et devront être adoptées pour faire face à la raréfaction de la ressource eau ? Quel est l'impact réel du réchauffement sur cette ressource longtemps pensée inépuisable ?

Avec :

Thierry Pech Directeur général de Terra Nova

Françoise Vimeux Climatologue, directrice de recherche à l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD)

Agathe Euzen Directrice de recherche CNRS au Laboratoire Techniques Territoires et Sociétés, Directrice adjointe scientifique à l'Institut écologie et environnement du CNRS

Bernard Barraqué Directeur de recherche au CNRS - CIRED, spécialiste de la gestion urbaine de l'eau

L'eau, commun exceptionnel [Dossier]

Urbanisme, 05/2023, n° 431, p. 10-81

Au sommaire :

- La gestion circulaire des eaux lyonnaises
- Le monde agricole à la recherche de solutions
- Mégabassines : comprendre les enjeux en 6 questions
- Bordeaux, Strasbourg, Lyon : Nouvelles histoires d'eau(x)
- Une ressource sensible en manque de planification
- Miquelon, Face à la submersion, fait ses cartons
- Val-d'Oise : Au milieu du béton, coulent deux rivières
- Pour relever le défi hydrique, muscler l'ingénierie territoriale
- Maroc : Rabat reverdit
- Voies navigables de France : Un immense réseau en transition



Inventer les toilettes de demain / LUNEAU Sylvie

Techni.cités, 05/2023, n° 363, p. 28-29

Le système de la chasse d'eau serait-il au bout du rouleau ? À Paris comme à Lyon, les collectivités testent un nouveau modèle disruptif pour gérer les eaux usées. Il s'agit de collecter l'urine à part pour la valoriser en engrais pour l'agriculture.

Guide circulaire de mise en œuvre des mesures de restriction des usages de l'eau en période de sécheresse. À destination des services chargés de leur prescription en métropole et en outre-mer / Ministère de la Transition Ecologique et de la Cohésion des Territoires

Ecologie.gouv.fr, 05/2023, 1-42 p.

<https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/Guide%20circulaire%20secheresse-conforme1605.pdf>

A. Les échelles de gouvernance.

B. Les arrêtés départementaux de restriction temporaire des usages de l'eau.

C. Mesures prises au niveau national pour aider l'action dans les territoires

[Retour sommaire](#)

Eau : comment préserver la ressource / NEDEY Fabienne

Maires de France, 05/2023, n° 442, p. 36-37

Plan de l'article :

- Syndicat des eaux de Beaufort (60000 habitants, Ille-et-Vilaine) : traquer les fuites
- Roannaise de l'eau (150000 habitants desservis) : remonter le niveau des barrages
- CISALB lac du Bourget (220000 habitants) : agir à l'échelle d'un bassin versant

Plan eau : le « oui, mais » de l'AMF [encart]

François Sauvadet, président de l'Assemblée des départements de France : « élaborer des schémas départementaux de l'eau » [encart]

9 conseils pour mener un projet de récupération des eaux de pluie / VILLE Frederic

Techni.cités, 05/2023, n° 363, p. 46-47

<https://www.lagazettedescommunes.com/865399/9>

Conscientes qu'une bonne gestion des eaux de pluie est aujourd'hui un enjeu majeur pour lutter contre les risques d'inondation ou maîtriser la ressource en eau, les collectivités sont montées en compétence. Et il est important de bien connaître toutes les techniques pour en optimiser la récupération.

<https://metropole.rennes.fr/sites/default/files/VP-documents/Guide->

Rafrâchir durablement nos villes

ADEME Magazine, 05/2023, n° 165, p. 6-11

<https://infos.ademe.fr/le-dossier/rafrachir-durablement-nos-villes/>

Les canicules n'ont plus rien d'exceptionnel. En France, il y en a désormais plusieurs chaque année et elles ne se limitent plus aux seuls mois de juillet et août. Les villes, qui connaissent déjà des températures élevées du fait des phénomènes d'îlot de chaleur, doivent s'y adapter.

Une ancienne piscine municipale se réinvente / PALISSE Sophie

Techni.cités, 05/2023, n° 363, p. 44

La ville de Saint-Geneviève-des-Bois a choisi de réhabiliter son ancienne piscine municipale pour en faire un lieu d'activités. Artistes, associations, entreprises et citoyens s'y côtoient depuis 2019.

Le rétrofit, en attendant l'électrique et l'hydrogène / MENU Stephane

Techni.cités, 05/2023, n° 363, p. 40-41

<https://www.lagazettedescommunes.com/865494>

La loi de transition énergétique pour la croissance verte impose aux collectivités, dont dépendent les autorités organisatrices de transport, de renouveler les flottes de bus et cars par des véhicules à faible niveau d'émission à hauteur de 50 % des acquisitions d'ici à 2020 et 100 % en 2025. Dans cette perspective, le rétrofit s'impose comme une évidence. Certaines d'entre elles ont pris un temps d'avance.

<https://librairie.ademe.fr/mobilite-et-transport/4590-etude-retrofit.html>

La rénovation énergétique grandeur nature / MUNEZ Lola

Techni.cités, 05/2023, n° 363, p. 32-33

Le syndicat d'énergies de la Vienne a mis en place un dispositif pour accompagner les collectivités adhérentes dans la gestion des réhabilitations d'ampleur sur son territoire.

Le maire et la lutte contre l'habitat indigne / NEDEY Fabienne, DEMAILLE Hugo

Maires de France, 05/2023, n° 442, p. 52-53

L'exercice de cette compétence, partagé entre le maire et le président de l'EPCI, a été profondément remanié par l'ordonnance du 16 septembre 2020.

Sésame : les arbres, nos partenaires / CHRETIEN Luc

Techni.cités, 05/2023, n° 363, p. 34-36

<https://www.lagazettedescommunes.com/865456>

On plante dans la ville. Depuis quelques années, les collectivités, soucieuses notamment des effets du changement climatique sur nos espaces urbains, végétalisent à grande et à petite échelle. Alignements, parcs, cours d'école, espaces partagés. . . le mouvement est d'ampleur et va au-delà d'un simple effet de mode.

[Retour sommaire](#)



Quand des bactéries marines illuminent la ville / LUNEAU Sylvie

Techni.cités, 05/2023, n° 363, p. 30

Depuis janvier 2023, un prototype de mobilier urbain est installé à Rambouillet. Il émet une lumière bioluminescente grâce à des bactéries marines cultivées à l'intérieur. Une première en test grandeur nature.

Comment intégrer le vivant dans la ville ? Esprit des lieux

France culture, 29/04/2023, 29 mn

<https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/esprit-des-lieux/comment-integrer-le-vivant->

Pour cette émission spéciale, en partenariat avec le magazine "L'architecture d'aujourd'hui", Esprit des lieux explore la place de la nature en ville en partant de l'exemple d'une école primaire construite à Boulogne en 2015 qui met le vivant au cœur de son projet.

Avec :

- Pascale Dalix Architecte, co-fondatrice de l'Agence Chartier-Dalix, experte en construction durable, membre du comité pour la transformation écologique des JO 2024.
- Emmanuelle Borne rédactrice en chef du magazine L'architecture d'aujourd'hui

Territoire engagé de l'ADEME : le programme commun de la transition écologique / CHARON Séverine

lettreducadre.fr, 29/03/2023

<https://www.lettreducadre.fr/article/territoire-engage-de-l-ademe-le-programme-commun>

Il y a dix-huit mois, l'ADEME lançait le programme « Territoire engagé », qui réunit les labels pré-existants Cit'ergie pour l'énergie et ECi pour l'économie circulaire. Objectif ? Inciter les collectivités à avoir une démarche globale de transition écologique. Avec de possibles aides financières à la clé.

Social/Santé

Réforme du RSA : "Une difficulté de plus, une difficulté de trop"

Libération, 24/05/2023, p. 2-5

<https://www.liberation.fr/economie/social/pour-les-personnes-aux-rsa-cette-reforme-cest-une-difficulte->

Trois bénéficiaires du revenu de solidarité active, que le gouvernement souhaite conditionner à des heures d'activité, témoignent de leurs difficultés à vivre avec cette aide et à trouver un emploi.

- Dans la métropole Lyonnaise, individualiser et traquer le non-recours
- En Aveyron, on craint le manque de moyens

L'accueil inconditionnel, un pas vers l'accès aux droits de tous / FERNANDEZ RODRIGUEZ Laura, RAYNAUD Isabelle

Gazette des communes, des départements, des régions (Ia), 22/05/2023, n° 2666-2667, p. 6-7

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40780897>

Grâce à leur bonne coordination, les acteurs formant le premier accueil social inconditionnel de proximité doivent permettre de rapprocher les guichets des usagers et de lutter plus efficacement en faveur de l'accès aux droits.

Social : "La privatisation dégrade le service rendu" / DE FREMINVILLE Solange

Gazette des communes, des départements, des régions (Ia), 22/05/2023, n° 2666-2667, p. 20-21

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40780962>

Entretien avec Hervé Defalvard, économiste, responsable pédagogique de la chaire d'économie sociale et solidaire de l'université Gustave-Eiffel et membre du collectif de recherche Pégase.



Une maison dédiée aux aidants leur apporte un répit mérité / GORWITZ Natacha

Gazette des communes, des départements, des régions (Ia), 15/05/2023, n° 2665, p. 36

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40770820>

Bouches-du-Rhône 2 millions d'hab.

La structure a ouvert ses portes en septembre 2022. Une dizaine d'associations partenaires y tiennent des permanences.

[↩ Retour sommaire](#)

Plus de contrôle des structures sociales et médicosociales

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 15/05/2023, n° 2665, p. 46-47

<https://archives.lagazettedescommunes.com/40770868>

Dans le contexte de l'affaire "Orpea" médiatisée au printemps 2022, la loi du 23 décembre 2022 de financement de la Sécurité Sociale pour 2023 (LFSS 2023) est venue accroître et conforter les pouvoirs de contrôle des différentes autorités sur les structures sociales et médicosociales privées.

Gens du voyage : alerte sur le manque de places d'accueil

Monde (le), 15/05/2023, p. 10

<https://www.lemonde.fr/societe/article/2023/05/13/gens-du-voyage-alerte-sur-l-insuffisance-de-places->

Plus de 200 000 personnes vivent dans des conditions indignes selon la principale fédération représentative.

<http://www.fnasat.asso.fr/Lalocalisationdeloffrepubliquedaccueiltdhabitatdesgensduvoyage>

Comment penser le territoire de demain avec et pour les aînés : Des outils et des financements au service de votre projet

Gazette des communes, des départements, des régions (la), 15/05/2023, n° 2665-19 - Cahier détaché n°2, 27 p.

<https://archives.lagazettedescommunes.com/archives/DetailCahier/id/40764602>

- Promouvoir la citoyenneté et la santé au service de la qualité de vie à tout âge.
- 1er baromètre des Villes amies des Aînés
- Accompagner la transformation : un fonds d'appui pour des territoires innovants seniors
- Label "Ami des Aînés"

Quelles politiques publiques pour les jeunes sortant de la protection de l'enfance ?

Onpe.gouv.fr, 05/2023, n° 13, 4 p.

https://www.onpe.gouv.fr/system/files/publication/bos_13_to_web.pdf

En population générale l'accès à l'autonomie des jeunes est de plus en plus tardif et s'accompagne souvent d'un soutien familial d'ordre affectif et financier. A contrario, les jeunes suivis en protection de l'enfance font, à leur majorité, l'objet d'une injonction vers une autonomie rapide, avec la recherche d'une indépendance principalement économique. Cette injonction est d'autant plus paradoxale que ces jeunes disposent de ressources souvent moindres et ont des besoins spécifiques notamment en raison des traumatismes vécus durant l'enfance

Enfance et jeunesse : une meilleure synergie entre les communes / POTTIÉE SPERRY Philippe

Maires de France, 05/2023, n° 442, p. 30

Une convention territoriale globale permet aux communes de mutualiser leurs initiatives tout en confortant le rôle de la communauté sur la politique jeunesse.

Des métiers pluriels oeuvrant dans un but commun [Dossier] / FABRE Elise

Métiers de la petite enfance, 05/2023, n° 317, p. 9-20

- Des métiers pluriels oeuvrant dans un but commun
- Une filière petite enfance pour les métiers distincts
- Des savoirs acquis en formation initiale aux connaissances utilisées sur le terrain
- "Nous avons besoin de temps pour réfléchir et construire, pour travailler ensemble et accompagner les familles"

Fin de vie : le Conseil économique et social préconise l'autorisation sous condition de l'euthanasie et du suicide assisté

Lemonde.fr, 11/05/2023

<https://www.lemonde.fr/societe/article/2023/05/09/fin-de-vie-le-conseil-economique-et-social->

Sur certains points, le CESE va plus loin que la convention citoyenne, qui a rendu ses travaux le 2 avril 2023. Il demande aussi un meilleur accès aux soins palliatifs.

<https://www.lecese.fr/actualites/la-commission-temporaire-fin-de-vie-presente-aujourd'hui-son->

[↩ Retour sommaire](#)

Replay Webinaire - SIAO et collectivités territoriales : Des partenariats au coeur du service public de la rue au logement

CNFPT, 11/05/2023, 60 mn

<https://cnfpt-formation.adobeconnect.com/p4fp08ti97yg/>

Ce webinaire présente les missions des SIAO, fondamentales pour le service public de la rue au logement. A travers des exemples de territoires, repérage de leur périmètre d'action et compréhension des enjeux pour les collectivités de développer des partenariats avec les SIAO de leur territoire.

Les intercommunalités s'érigent en chefs d'orchestre des politiques territoriales de santé

Weka.fr, 05/05/2023

<https://www.weka.fr/actualite/sante/article/les-intercommunalites-s-erigent-en-chefs-d-orchestre->

Intercommunalités de France tire les enseignements de l'expérience de six intercommunalités ayant développé une politique territoriale en santé.

https://www.intercommunalites.fr/app/uploads/2023/04/2023_focus-Sante_V6.pdf

Santé : quand un sommet met en lumière le rôle des villes / KOCH Marjolaine

Lettre du cadre territorial (la), 05/2023, n° 568, p. 48-49

<https://www.lettreducadre.fr/article/sante-quand-un-sommet-met-en-lumiere-le-role-des-villes.53452>

À Londres, 50 villes se sont réunies en mars 2023 pour partager leurs actions et réflexions autour de la santé. Nutrition, tabac, mobilité, lutte contre les addictions, les collectivités peuvent agir sur un certain nombre de leviers pour améliorer le bien-être des habitants, et même contribuer à leur longévité.



Inclure la santé mentale dans un contrat local de santé / STROESSER Emmanuelle

Maires de France, 05/2023, n° 442, p. 39

Le Syndicat mixte Pays Cœur d'Hérault (77 communes, 85000 habitants) a créé quatre groupes de travail permettant une prise en charge dans ce domaine sensible.

Quels sont les besoins des familles en situation de pauvreté en matière d'accueil du jeune enfant et d'aide à la parentalité ? / CREDOC

France stratégie, 03/2023, 119 p.

https://www.strategie.gouv.fr/sites/strategie.gouv.fr/files/atoms/files/fs-2023-rapport_final_credoc

France Stratégie publie les résultats de la recherche menée par le Crédoc à la demande du comité d'évaluation de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté 2018-2022. Ces résultats apportent un nouvel éclairage sur le non-recours aux modes d'accueil formels par les familles de milieux défavorisés et proposent des pistes d'action pour favoriser la demande. L'originalité de cette recherche réside dans l'analyse du point de vue des parents afin d'identifier les ressorts de la mise à distance et/ou du possible rapprochement vis-à-vis de l'offre d'accueil. Le rapport présente cinq profils de famille, principalement des mères en situation de pauvreté

<https://www.strategie.gouv.fr/publications/besoins-familles-situation-de-pauvrete->

Comparaison des services publics de l'emploi de différents pays européens : quels enseignements pour France Travail ? / BOURGUIGNON Brigitte, VIOSSAT Louis-Charles, MEJANE Julien

Inspection générale des affaires sociales, 02/2023, 438 p.

<https://www.igas.gouv.fr/Comparaison-des-services-publics-de-l-emploi-de-differents-pays-europeens->

Le rapport conjoint de l'Inspection générale des affaires sociales (Igas) et de l'Inspection générale des Finances (IGF) sur la comparaison du service public de l'emploi (SPE) dans cinq pays et régions d'Europe (Allemagne, Catalogne, Danemark, Flandre et Suède) identifie les bonnes pratiques internationales utiles au projet de France Travail.

[Retour sommaire](#)

Replay webinaire - Territoires et santé : approches globales et cadres d'action - 03/02/2023
CNFPT, 02/2023

<https://view.genial.ly/637ce6aa2181380011f5cd36>

Défis climatiques, crises sanitaires et sociales, prévention et promotion de la santé, accessibilité de l'offre de soins, rôle des environnements : les collectivités se saisissent de plus en plus des questions de santé. A la lumière de la définition de l'OMS et de la Charte d'Ottawa sur la promotion de la santé, cette journée a pour objectif d'apporter des concepts et cadres d'action, dans et par les villes, et savoir ainsi comment celles-ci peuvent penser et agir sur les nombreux facteurs qui impactent la santé des habitants. Une journée pour échanger sur les coopérations menées par les villes, sur la nécessaire intersectorialité et les leviers et moyens d'action pour agir sur la santé des habitants.

Guide méthodologique pour la conduite de projets en promotion de la santé environnementale, 2023

<https://www.celester.org/guide-methodologique-1>

Le second guide, Celester (Construisons Ensemble L'Environnement et la Santé des TERritoires) a été écrit par le Comité régional d'éducation pour la santé. Il apporte aux collectivités les clés méthodologiques pour l'élaboration d'un plan d'actions en santé environnement, s'appuyant sur des projets exemplaires conduits par des collectivités. Il est illustré par des vidéos et interview de personnes impliquées dans ces thématiques. Il propose également des bibliographies adaptées aux différents sujets.

[Retour sommaire](#)



Pour aller plus loin...

Sites internet

Bibliothèque des Initiatives RH

Les initiatives RH, sélectionnées par la DGAFP, font l'objet de fiches détaillées, décrivant le projet et sa genèse, les difficultés rencontrées et les moyens mis en œuvre. Les documents de travail (cahier des charges, calendrier des étapes, méthodologie, livrables, rapport d'évaluation, description de l'investissement mobilisé ...) sont mis à la disposition des professionnels RH afin d'être partagés et mutualisés dans un cadre inter-fonctions publiques.

[Les initiatives RH | Bibliothèque des initiatives RH \(fonction-publique.gouv.fr\)](http://fonction-publique.gouv.fr)

La Base du numérique d'intérêt général

Qu'est-ce que La Base du numérique d'intérêt général ?

- Une base de connaissances
- Un espace de partage et d'échanges
- Un outil de présentation, de valorisation de vos productions, et de partage de votre expérience

<https://labase.anct.gouv.fr/>

LABSOLU, Laboratoire d'Innovation Publique de la Région des Pays de la Loire

propose « L'innovation publique : un guide pratique pour agir différemment »

<https://fr.calameo.com/read/002150178c5e448cf3d1d>

Territoires audacieux, 2019

Territoires-Audacieux.fr est dédié à la valorisation des initiatives à impact positif issues des collectivités publiques. Son objectif ? Mettre en lumière tous ceux qui osent, sur leur territoire, mettre en place des projets innovants....

<http://www.territoires-audacieux.fr/>

Le numérique en Loire-Atlantique

Le Département de Loire-Atlantique a mis en place une politique ambitieuse de développement numérique sur son territoire. Objectif : promouvoir un numérique citoyen, accessible et solidaire.

<https://numerique.loire-atlantique.fr>

Territoires conseil

Base d'expériences de la Banque des Territoires (Caisse des dépôts)

<https://www.banquedesterritoires.fr/collectivites-epl>

La 27^{ème} Région


<http://www.la27eregion.fr/>

LaBase, laboratoire d'innovation publique en Nouvelle-Aquitaine, porté par le Secrétariat Général pour les Affaires Régionales (SGAR), la Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement (DREAL), le Département de la Gironde et Bordeaux Métropole.

<https://www.facebook.com/LaBaseNA>

M3 La prospective de la Métropole de Lyon

<http://www.millenaire3.com>

-  Pour vous permettre d'approfondir certaines thématiques, le réseau des documentalistes du CNFPT vous propose des Lettres d'Information Documentaire mensuelles. Ces lettres, au nombre de 14, traitent des informations relatives aux différents champs de l'action publique locale
Vous avez la possibilité de vous y abonner gratuitement sur le Wikiterritorial du CNFPT en cliquant [ici](#)

[Retour sommaire](#)



Cette Lettre d'Information Documentaire est réalisée par le réseau des documentalistes du CNFPT

Certains articles ne sont accessibles en ligne que sur abonnement.

Pour toute question, vous pouvez vous adresser à l'équipe du Centre de Ressources Documentaires de l'Inset Angers en écrivant à l'adresse suivante : documentation.insetangers@cnfpt.fr

[Retour sommaire](#)

Bulletin documentaire

Edité par l'INSET, rue du Nid de Pie, CS 62020, 49016 Angers Cedex 1
www.cnfpt.fr

Directrice de publication : **Marion Leroux**

Responsable du centre de ressources : **Bérangère Guillet**

Conception et réalisation : **Bérangère Guillet, Marie-Christine Marchand**

Tél. : 02 41 22 41 46

© 2023 CNFPT/ INSET D'ANGERS

[Retour sommaire](#)